

Discours de Nabila Hamza

Remise du prix Nord/Sud Conseil de l'Europe Parlement du Portugal

Mercredi 2 Décembre 2020

Excellence, Monsieur le Président de la République du Portugal,
Monsieur le Président du Parlement portugais,
Monsieur le Président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe,
Monsieur le Président du Comité Exécutif du Centre Nord/Sud,
Monsieur le Président de la Délégation Portugaise auprès de l'Assemblée Parlementaire du
Conseil de l'Europe,
Madame la Secrétaire d'État des Affaires Étrangères et de la Coopération du Portugal
Messieurs les ambassadeurs,

Je voudrais tout d'abord exprimer toute l'émotion qui est la mienne ce matin, à l'occasion de cette remise de prix. Être ainsi mise en avant, fait chaud au cœur, mais cela incite également à rester humble devant une telle marque de reconnaissance. Je suis d'autant plus heureuse de me trouver ici, au Portugal, que votre pays, Monsieur le Président de la République, a montré l'exemple en matière de respect des droits et de la dignité des migrants et en priorisant les mesures protégeant les plus vulnérables, dans sa riposte à la COVID-19.

Aussi, je tiens à témoigner ma gratitude et exprimer mes remerciements à tous les membres du Jury pour l'attribution de ce prix, qui m'honore et m'invite à aller de l'avant. Cette haute distinction me conforte dans la voie que j'ai choisie et me donne encore plus de courage pour le chemin qu'il reste à parcourir pour la promotion des droits de l'homme et l'admission des femmes à l'égalité. Une égalité qui vous le savez, reste, à bien des égards, une simple déclaration, voire une utopie dans nombre de pays.

Ce prix n'est pas seulement pour moi. Je le partage avec les nombreuses militantes des droits femmes, qui dans mon pays, la Tunisie et ailleurs, se battent sans répit depuis des décennies, pour reformer des Codes de la Famille anachroniques et rétrogrades, dénoncer les inégalités professionnelles et le sexisme qui imprègnent la société, condamner la violence à l'égard des femmes et revendiquer l'indépendance économique des femmes ou encore la parité en politique. C'est aujourd'hui avec beaucoup de reconnaissance pour le combat qu'elles ont porté et que beaucoup d'autres continuent de porter, que je veux ici, dédier ce prix.

A titre plus personnel, je tiens à témoigner ma reconnaissance à mes parents, qui m'ont inculqué les valeurs universelles de tolérance, de solidarité et de justice sociale et ont semé les graines de cette ferveur de l'engagement qui est en moi. J'ai une pensée particulière pour mon père qui aurait été très fier de voir une telle consécration de mon parcours.

Mesdames, Messieurs,

Ce forum prend place à la fin d'une année difficile, bouleversée par une crise sanitaire et sociale, sans précédent et lourde de conséquence pour l'ensemble de l'humanité.

Les mesures prises par certains gouvernements deviennent chaque fois plus draconiennes. La pandémie pousse nos institutions à agir dans l'urgence et dans l'incertitude. Les décisions prises pour endiguer le virus ont été perçues certes, comme nécessaires, mais aussi comme inefficaces, unilatérales ou liberticides parfois, mettant à mal notre démocratie, nos libertés et notre système de gouvernance.

Hôpitaux en panne de moyens, pénuries de médicaments et de protections, État social désarmé face à l'ampleur des besoins. A la faveur de la propagation de la Covid-19 et des confinements successifs, plusieurs carences de l'État et des services publics, ont été mises ainsi en évidence.

Cette crise a par ailleurs, révélé l'étendue des inégalités dans les rapports de genre. Comme chacun sait, le monde a connu une terrible flambée de violences conjugales avec la pandémie et les mises en quarantaine, condamnant les victimes et leurs bourreaux à cohabiter en continu. Cette augmentation du taux de violence contre les femmes a coïncidé avec la dégradation des services publics, la fermeture des tribunaux, l'absence ou l'inaccessibilité des refuges et des centres d'aide, l'indifférence de la police et des autorités.

Les inégalités dans les rapports de genre, se sont également traduits dans le rapport au travail. La crise sanitaire a en effet, exacerbé la division traditionnelle des rôles, la double journée de travail et le travail non rémunéré des femmes, toutes ces tâches quotidiennes liées à la gestion du foyer, qu'on appelle l'économie des soins. Pour beaucoup d'entre elles, la conciliation du travail rémunéré à distance et du travail non rémunéré, exigent de nouveaux efforts, en particulier pour les femmes qui sont soutiens de famille monoparentale.

Alors que les écoles, crèches et maternelles sont fermées, comment jongler entre gagner de l'argent et prendre soin des enfants, des handicapés ou encore des personnes âgées ?

Dans le même temps, la crise économique provoquée par la pandémie a mis en évidence les inégalités croissantes dans le monde et a montré combien est généralisée la pauvreté et de l'insécurité. Les files d'attente massives pour l'aide alimentaire d'urgence, que nous avons vu un peu partout, dans chaque pays, y compris aux États-Unis, première puissance économique mondiale, sont devenues un symbole de détresse sociale. Ceux qui faisaient la queue n'étaient pas seulement les travailleurs les plus pauvres, mais aussi des pans entiers de la classe moyenne, qui n'ont jamais eu à compter sur une telle aide de leur vie.

Dans ce contexte, il serait naïf de penser qu'une fois cette urgence médicale passée, les pays ou le monde, pourront continuer comme avant. La colère et l'amertume trouveront immanquablement de nouveaux débouchés.

C'est pourquoi, nous avons un urgent besoin de mettre les choses à plat et de renouveler nos concepts. L'épidémie de la Covid-19 nous incite tous, intellectuels, militants associatifs et gouvernants à repenser, le rôle de l'État et de la collectivité, à revoir notamment, le système économique et la notion d'État social, dont la sécurité, les soins médicaux, la protection sociale, l'économie des soins, le travail à distance, et bien d'autres choses encore. Plus que jamais nous nous devons d'inscrire notre réflexion dans le changement climatique, la mondialisation, nos rapports avec nos proches voisins, du Nord comme du Sud.Bref, elle nous incite à réfléchir au « monde d'après ».

Mesdames, Messieurs,

La fin de cette même année a été marquée par le regain de la terreur, la culture de la mort, la souffrance et la sidération; l'assassinat du professeur d'histoire, Samuel Paty, et les horribles attentats de Nice et de Vienne, commis **contre** des innocents par des terroristes, manifestement inspirés par le fanatisme religieux et le Jihadisme salafiste.

Comment en est-on arrivés là ? Comment réagir face à l'irruption des fanatiques des ténèbres dans le monde ?

Nous, féministes, militants et militantes des droits humains, ne pouvons rester indifférents à ces actes odieux, commis au nom de Dieu, que nous dénonçons avec force. Nous considérons que rien ne justifie le terrorisme, pas même le blasphème ou l'outrage au sacré. Nous nous sentons d'autant plus impliqué-e-s que nous avons eu, dans notre propre pays, la Tunisie, en pleine transition démocratique, à défendre notre liberté d'expression, la liberté confessionnelle, la liberté vestimentaire, la liberté d'opinion et les libertés académiques, toutes mises à mal et bien menacées.

Contre l'obscurantisme, du Nord au Sud, notre combat est le même, ici et ailleurs. Dans nos associations, nous recevons tous les jours le témoignage de femmes et d'hommes, victimes de ceux qui au nom de l'ordre moral, la religion, assassinent, séquestrent, mutilent, frappent et tuent. C'est contre ces assignations et contre les violences qui les accompagnent que nous nous battons. Oui nous nous considérons partie prenante dans ces crimes qui éclatent « ailleurs ». Il n'y a pas longtemps, tombaient de la même manière, sous leurs coups et leurs balles, les leaders de la gauche, Chokri Belaid et Mohamed Brahmî, dont l'assassinat avaient ébranlé en 2013 la Tunisie post-révolutionnaire, et bien d'autres encore.

Plus récemment encore, dans un pays voisin la Libye, l'assassinat de l'avocate et militante féministe Hanan Al-Barassi, à Benghazi. Hanan était une ardente défenseuse des droits des femmes et une critique courageuse des groupes armés qui violent les droits de l'homme, et sèment la mort et la ruine. Non, les pays européens ne sont pas les seuls frappés par le terrorisme. Ces crimes ignobles sont la preuve supplémentaire de la *transnationalisation de ces mouvances terroristes* et des dangers auxquels sont confrontés les défenseurs des droits humains, qui s'activent pour que cela cesse.

Féministes, nous pensons encore plus fermement aujourd'hui, que c'est en restant solidaires et en construisant un projet collectif émancipateur, porteur de progrès pour tous, et en renforçant la coopération entre le Nord et le sud de la méditerranée, que nous ferons reculer l'obscurantisme, le terrorisme et toutes les idéologies de la haine.

Nous rejetons avec la même détermination toute instrumentalisation de ces drames et tous les discours haineux propagés par certains responsables, forces politiques et certains médias européens contre les migrants, ainsi que les amalgames inacceptables, visant à rendre les populations musulmanes responsables et coupables. Les actes barbares qui ont été commis n'engagent que leurs auteurs et ceux qui les manipulent, les cautionnent ou les financent.

Mesdames, Messieurs,

Droits et égalité des chances pour les femmes, une vie sans violence et plus juste - ce sont les objectifs fixés par la 4ème Conférence mondiale sur les femmes et par le Programme d'action de Pékin, en 1995. 25 ans après, cette égalité des sexes n'est encore atteinte nulle part.

- A l'échelle mondiale, les femmes gagnent toujours 24% moins que les hommes.
- Elles supportent cependant la charge principale du travail non rémunéré de ménage et de soins aux proches.
- Une femme sur trois subit dans sa vie, une violence physique ou sexuelle.
- 5% des femmes dans le monde ont été violées depuis leurs 15 ans.
- Près de 150 millions de filles aujourd'hui ne sont pas scolarisées.
- 41% des femmes dans le monde vivent dans des pays qui ne leur donnent pas accès à l'avortement sécurisé.
- Les femmes n'occupent que 24 % des sièges parlementaires dans le monde.

A la vitesse actuelle, l'égalité des sexes sera atteinte en 99 ans.

Dans mon pays, malgré les acquis indéniables depuis l'indépendance et l'inscription de l'égalité dans la constitution de 2014, les femmes ne jouissent toujours pas de l'égalité totale en droit et nombre de discriminations persistent, notamment dans le mariage et la famille, l'époux étant toujours chef de famille et l'inégalité successorale préservée, reproduisant ainsi l'ordre patriarcale et hiérarchique de la famille et de la société.

L'arrivée des islamistes sur la scène politique après la révolution de 2011, n'a fait que freiner les progrès vers l'égalité, en remettant en cause les acquis fragiles que les femmes ont pu conquérir et en bloquant l'élan réformateur et le caractère laïque de l'état.

La bonne nouvelle, est que nous connaissons en même temps une vague de mobilisation de femmes qui s'y opposent, sans précédent. Elles prennent la tête de nombreuses manifestations pour l'égalité des droits, la parité, la dépénalisation de l'avortement, la protection des victimes de violence sexistes, la démocratie et les droits humains, en Algérie, au Liban, en Irak, au Chili ou encore en Pologne. En Tunisie, elles étaient des milliers à défiler en 2018, devant le siège de l'Assemblée Nationale pour réclamer l'égalité dans héritage, sujet tabou dans les pays musulmans, et faire barrage aux discours régressifs et misogynes des islamistes qui gangrènent notre pays. Elles

forment partout, le noyau de contestation contre les régimes populistes et totalitaires. Et avec l'aggravation de la crise du climat et des ressources, ce sont surtout les plus jeunes femmes qui rejoignent, lors des « Fridays for Futur », la mobilisation pour le climat, qui essaime partout dans le monde à l'appel de la jeune suédoise Greta Thunberg, devenue l'icône d'une jeunesse qui demande un changement radical des politiques **environnementales**.

Ces femmes, aussi diverses que leurs revendications et leurs luttes, ne cherchent pas seulement à réaliser leurs propres droits mais à changer les réalités politiques et sociales pour tous.

C'est dans la diversité de ce paysage féministe global, avec sa merveilleuse force de mobilisation, que réside la chance du monde et la seule option pour faire front contre le backlash mondial, le terrorisme, l'injustice et les forces de la régression. Avancer pour ne pas reculer : c'est cela le combat pour les droits des femmes.

Je voudrais avant de terminer, dire un mot en direction de mon confrère Leoluca Orlando, Maire de Palerme, qui malheureusement n'a pas pu nous rejoindre, dans ce magnifique hémicycle du parlement portugais. Votre combat acharné, Leoluca, pour la protection et l'intégration des migrants, pour renforcer la cohésion sociale et territoriale et faire de nos villes, des villes solidaires et inclusives, fait de vous un exemple pour des millions d'hommes et de femmes à travers le monde.

Je suis d'autant plus heureuse d'être lauréate de ce prix à vos côtés, que je suis moi-même élue municipale, et je crois, tout comme vous, au pouvoir des communes et des citoyens pour relever les défis, mettre fin à la dégradation de notre environnement, à la perte de nos espaces verts, à la précarité, l'exclusion des migrants et contribuer ainsi à améliorer notre cadre de vie. Ce qui m'anime c'est : réapprendre le sens civique, impliquer chacun dans la prise de responsabilités, faire prendre conscience que la commune c'est chacun d'entre nous. Je crois aux petites actions, aux petites révolutions qui ne font pas de bruit mais qui peu à peu se multiplient jusqu'à devenir une norme.

Merci infiniment à tous les membres du Conseil de l'Europe de m'avoir fait cet honneur et de mettre ainsi ces combats en lumière. Un grand merci aussi, à toutes celles et ceux qui m'ont soutenu pendant toutes ces années et qui m'ont donné le goût de poursuivre !

Merci de votre attention.